

N°2015-CA-27

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
17
- Pouvoir :
-
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2014

Le 27 mai 2015, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 11 mai 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 17 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Daniel MARECHAL, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Luc TACONNET, le Caporal Thomas BRU.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

-

Étaient absents excusés :

MM. Dominique PROUST, Payeur départemental, le Capitaine Samuel PERDRIX - représenté, le Capitaine André HENRY, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le compte administratif est la traduction des résultats de l'exercice écoulé. Par rapport aux prévisions votées, il fait état des écritures budgétaires de l'exercice par section, tant en recettes qu'en dépenses, permettant ainsi de déterminer le résultat de clôture 2014.

Le présent rapport présentera les réalisations budgétaires sur 2014 par section, en débutant par la section de fonctionnement, avant d'expliciter le résultat 2014 à l'aune des soldes reportés l'an passé.

BUDGET PRINCIPAL

I - Section de fonctionnement

A) Dépenses de fonctionnement :

Le montant total des dépenses réalisées en 2014 s'élève à 85 843 927,95€, dont 79 411 527,19€ s'agissant des dépenses réelles de fonctionnement, soit un taux d'exécution de 90,33% par rapport aux prévisions. Ces dernières s'inscrivent en augmentation de 4,57% par rapport à 2013, sous l'effet d'une hausse des charges de personnel. Ces charges constituent le principal poste de dépenses au titre de la section, laquelle cristallise aussi les charges à caractère général nécessaires au fonctionnement du Service (administration générale, maintenance et entretien des bâtiments, véhicules et autres matériels...).

Numéro Chapitre	LIBELLE	Prévisions 2014	Réalisations 2014	% Réalisation
011	Charges à caractère général	13 433 509,30 €	12 557 346,84 €	93,48%
012	Charges de personnel	70 521 600,00 €	66 171 247,91 €	93,83%
65	Autres charges de gestion courante	704 500,00 €	584 885,30 €	83,02%
Total dépenses / gestion des services		84 659 609,30 €	79 313 480,05 €	93,68%
66	Frais financiers	61 000,00 €	59 264,18 €	97,15%
67	Charges exceptionnelles	57 000,00 €	38 782,96 €	68,04%
022	Dépenses imprévues	3 132 335,00 €	0,00 €	
Total dépenses réelles de fonctionnement		87 909 944,30 €	79 411 527,19 €	90,33%
023	Virement à la section d'investissement	2 036 131,29 €	<i>Sans objet</i>	
042	Opérations d'ordres entre sections	6 156 000,00 €	6 432 400,76 €	104,49%
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		96 102 075,59 €	85 843 927,95 €	89,32%

Les charges à caractère général

Les dépenses réalisées à ce titre s'élèvent à 12 557 346,84€, soit près de 94% des crédits prévus. Elles représentent près de 16% des dépenses réelles de fonctionnement, en augmentation de 4% (0,520 M€) par rapport à 2013. Deux facteurs explicatifs à cette tendance : l'augmentation des versements aux organismes de formation du personnel (0,453 M€), exceptionnellement faibles en 2013 (0,268 M€) au regard des moyennes antérieures (0,469 M€ et 0,541 M€ en 2011

et 2012). L'autre facteur tient à la hausse des frais de nettoyage des locaux en 2014 (+ 0,164 M€) avec l'ouverture du centre d'incendie et de secours du Havre Nord et la mise en place d'équipes de garde dans certains centres.

Au-delà de cette tendance générale, figurent parmi les principaux postes les charges suivantes :

logement et formation des agents : les crédits mobilisés pour le logement des agents en service logé s'élèvent en 2014 à 1,420 M€ (charges diverses comprises). Ce poste de dépenses est en retrait par rapport à 2013 (-0,150 M€) avec la diminution du nombre de sapeurs-pompiers éligibles ; tendance qui va se poursuivre en 2015. La formation des agents a généré sur 2014 des versements aux organismes dédiés à hauteur de 0,453 M€, de même qu'une grande partie des frais de déplacements et de missions réglés sur l'exercice ; frais s'élevant au total à 0,315 M€.

maintenance et entretien du patrimoine immobilier : plus de 2 M€ ont été mobilisés au titre de la gestion des fluides, tandis que les prestations d'entretien et de réparation des bâtiments et terrains ont généré plus de 0,5 M€ de dépenses en 2014. Les frais de nettoyage des locaux représentent une dépense de 0,532 M€.

entretien et réparation du parc roulant : outre l'achat de fournitures diverses, 0,564 M€ a été mobilisé pour des prestations extérieures d'entretien et de réparation des véhicules (0,511 M€ en 2013). L'achat de carburant représente une dépense de 0,910 M€ (0,963 M€ en 2013).

A noter encore que les primes d'assurance représentent une dépense de 0,614 M€ (0,693 M€ en 2013), tandis que celle relative aux frais de télécommunications s'élève à 0,624 M€ (0,675 M€ en 2013).

Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent une dépense totale de 66 171 247,91€ en 2014, soit 83,33% des dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice. Elles s'inscrivent en augmentation de 5,23 % par rapport à l'an passé, sous l'effet conjugué de :

- la réforme des grilles indiciaires,
- la charge en plein exercice des recrutements 2013, notamment le recrutement de la seconde formation initiale des sapeurs-pompiers professionnels de 1ère classe,
- le paiement sur l'exercice, d'un train supplémentaire de vacances,
- la faible vacance de postes avec le développement d'une gestion prévisionnelle des emplois.

Malgré la hausse des dépenses observée, une partie des crédits provisionnés au budget pour faire face à des dépenses imprévues considérant ce contexte nouveau, n'a pas été consommée (4,350 M€).

Les autres charges de gestion courante

Ces charges représentent une dépense sur 2014 à hauteur 584 885,30€ (0,574 M€ en 2013).

Elles pointent essentiellement sur quatre postes :

la subvention d'équilibre du budget annexe de la restauration, d'un montant de 183 937,54€ en 2014 (0,156 M€ en 2013).

la contribution obligatoire au réseau Antares fixée à 258 374€ en 2014 (0,259 M€ en 2013) ;

le soutien aux associations, pour 88 263,50€ en 2014 (0,096 M€ en 2013). Les subventions versées l'ont été après délibération, aux structures suivantes :

- amicale du personnel de la direction du Sdis pour 32 000€,
- association du musée des sapeurs-pompiers de France pour 5 300€,
- œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France pour 2 000€ (et régularisation du versement de la subvention 2013 du même montant),
- union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime pour 43 000€,
- organisation syndicales pour 3 963,50€.

les indemnités et frais de mission des élus, qui se chiffrent à 42 293,10€ en 2014 (0,046 M€ en 2013).

Les charges financières

Ces charges correspondent au remboursement des intérêts de la dette contractée et restent marginales compte tenu du faible encours de la dette du service. La dépense correspondante se chiffre en 2014 à 59 264,18€, sachant qu'aucun nouvel emprunt n'a été souscrit sur l'exercice.

Les charges exceptionnelles

D'un montant total de 38 782,96€, ces charges recouvrent des réalités différentes. Plusieurs dépenses ont trait à l'annulation par le Sdis de titres de recettes émis après contestation de facturation d'interventions par exemple. Certaines sont liées au remboursement de dommages collatéraux occasionnés en intervention.

Les opérations d'ordre entre sections

Ces opérations se chiffrent à 6 432 400,76€ en 2014, dont une large part à trait à la dotation aux amortissements (6 155 105,96€). Le volume de cette dotation s'inscrit en augmentation par rapport à 2012 (5 M€) et 2013 (5,6 M€), signe d'une politique d'investissement soutenue sur la période.

B) Recettes de fonctionnement :

Le montant des recettes réalisées sur l'exercice s'élève à 86 490 617,47€, auquel s'ajoutera le résultat antérieur reporté de 10 107 097,93€ pour déterminer le résultat de clôture 2014. Le volume des recettes réelles est de 86 478 848,10€, supérieur aux prévisions et à 95,31% constitué de la participation du Département, des communes et EPCI.

Numéro Chapitre	LIBELLE	Prévisions 2014	Réalisations 2014	% Réalisation
70	Produit des services	1 293 000,00 €	1 276 782,12 €	98,74%
74	Contributions et participations	83 630 000,00 €	83 715 553,14 €	100,10%
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00 €	105 085,80 €	75,06%
013	Atténuation de charges	880 877,66 €	915 591,45 €	103,94%
Total recettes / gestion des services		85 943 877,66 €	86 013 012,51 €	100,08%
77	Produits exceptionnels	51 100,00 €	465 835,59 €	911,62%
Total recettes réelles de fonctionnement		85 994 977,66	86 478 848,10 €	100,56%
042	Opérations d'ordre de transfert	0,00 €	11 769,37 €	
002	Résultat de fonctionnement N-1 reporté	10 107 097,93 €	Sans objet	
TOTAL GENERAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		96 102 075,59 €	86 490 617,47 €	

Les produits de services

Ces produits ont généré au total 1 276 782,12€ de recettes en 2014, contre 1,248 M€ en 2013. Ils pointent sur deux composantes principales. La première a trait aux interventions du service soumises à facturation (592 526,14€) que sont :

- les interventions auprès d'usagers sans urgence caractérisée (dégâts des eaux, dégagement d'ascenseurs immobilisés, destruction de nids d'hyménoptères) (87 973€) ;
- les transports sanitaires assurés pour pallier à la carence du secteur privé, lesquels sont remboursés par les centres hospitaliers de Rouen et du Havre (cadre conventionnel) (383 844€ en 2014),
- les interventions sur domaine autoroutier (42 706,68€),
- la mise à disposition de service de sécurité lors de manifestations ponctuelles (78 002,46€ en 2014), avec par exemple les concerts de la Région (32 847€) ou le 70^{ème} anniversaire du débarquement (35 777,46€).

L'autre composante est constituée du remboursement de la mise à disposition de personnel ; mise à disposition au profit de l'entreprise Total et des centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) de Paluel et Penly (245 815,89€). Il en va de même de la surveillance de plages durant la période estivale (321 762,45€).

Par ailleurs, 43 225,10€ ont été facturés sur 2014 au titre de la qualification des personnels permanents des services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP). De même, 72 626,10€ ont été perçus au titre de remboursement de certains frais par les agents logés.

Les contributions et participations

Avec un réalisé 2014 de 83 715 553,14€, ce poste représente 96,80% des recettes réelles de fonctionnement.

Stables par rapport à 2013, les contributions des collectivités s'élèvent à 82 420 767€ (46 663 000€ du Département et 35 757 767€ des communes et leurs groupements)¹.

Les participations d'autres organismes ont été perçues pour un montant total de 1 242 637,66€, lesquelles se ventilent comme suit :

- les participations annuelles pour la défense contre l'incendie des Grands Ports du Havre et de Rouen, respectivement de 701 086,33€ et 257 123,73€ au titre de l'année 2014,
- les participations au fonctionnement 2014 de l'antenne du SMUR de Dieppe à Eu ; participations versées par la commune de Eu (28 695,31€) et l'hôpital de Dieppe (50 354,06€),
- le versement du CHU de Rouen pour l'implantation et le fonctionnement d'une garde infirmier à Forges-les-Eaux (66 700€),
- le remboursement par le Sdis de l'Eure des interventions opérées sur son territoire en 2014 (80 408,23€).

A noter en outre, l'encaissement d'une subvention de la CNRACL de 40 000€ au titre d'une démarche de prévention des risques routiers menée par le service auprès de ses équipes. Un partenariat est aussi à l'œuvre avec le lycée Miséricorde (18 000€) au titre de la participation active du Service au baccalauréat professionnel « sécurité-prévention ».

La somme de 50 299,48€ a par ailleurs été encaissée au titre du financement de 10 postes « emplois d'avenir » figurant parmi l'effectif du Sdis.

Autres produits de gestion courante

D'un montant total de 105 085,80€, ces recettes sont en retrait d'environ 0,040 M€ par rapport à 2013 et renvoient aux revenus des immeubles ainsi qu'aux régularisations de charges notamment.

Les atténuations de charges

Ce poste qui se chiffre pour 2014, à 915 591,45€ renvoie pour l'essentiel à des remboursements sur __rémunération du personnel (congrés maternités, tickets restaurant, mise à disposition, etc...). Il intègre aussi le remboursement par certaines collectivités, des primes de fin d'année 2014 versées aux sapeurs-pompiers professionnels :

- Ville du Havre : 147 081,98€,
- Communauté de communes de Fécamp : 5 064,29€,
- Ville de Dieppe : 35 275€,
- Ville de Eu : 782,14€,
- Ville de Montivilliers : 761€
- la CREA, agglomération de Rouen : 285 215,54€.

¹ Un reliquat de contribution 2013 a été perçu sur 2014 (1 849€).

Les produits exceptionnels

D'un montant total de 465 835,59€, ces recettes sont en hausse par rapport à 2013 (0,434 M€) et pointent sur deux postes principaux :

- les pénalités perçus au titre de retards dans l'exécution de marchés (171 406,64€),
- le produit de cessions par le Service de matériels sur l'exercice (265 525,43€).

II - Section d'Investissement

A) Dépenses d'investissement :

Le montant des dépenses effectuées en 2014 s'établit à 12 266 988,76€, soit une diminution de 16% par rapport à 2013. D'environ 77%, le taux d'exécution des dépenses par rapport aux prévisions s'améliore par rapport à 2013. Y participe l'introduction grandissante des autorisations de programme (AP), lesquelles permettent un lissage pluriannuel des crédits de paiement en fonction de l'avancée des opérations. La baisse du volume des reports en est la traduction. Ils passent, en dépenses, de 5 851 143,03€ au terme de l'exercice 2013 à 2 766 918,72€ en 2014².

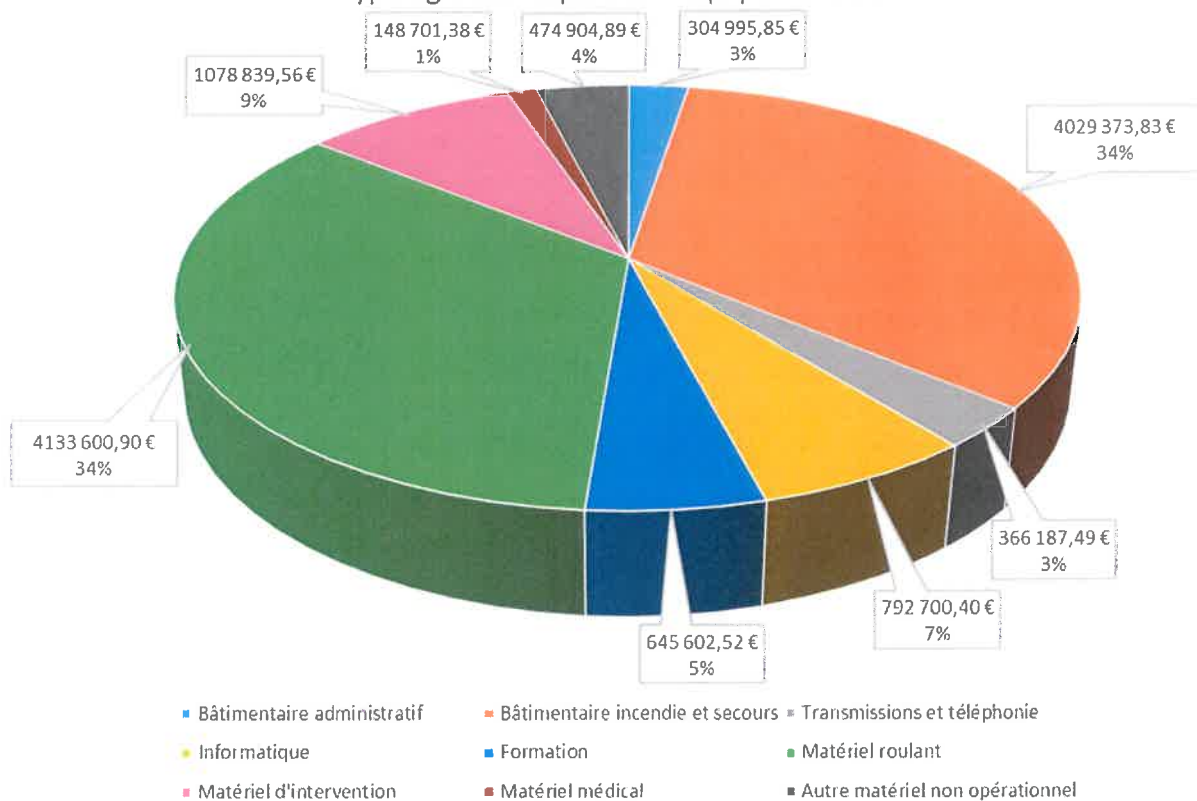
Numéro Chapitre	LIBELLE	Prévisions 2014	Réalisations 2014	% Réalisation	Restes à réaliser (reports)	% re stes à réaliser par rapport aux dépenses prévues
16	Emprunts et dettes assimilées	280 100,00 €	279 420,57 €	99,76%		
20	Immobilisations incorporelles	146 321,51 €	136 550,12 €	93,32%	4 609,18 €	3,15%
204	Subventions d'équipt. versées	19 745,91 €	19 745,91 €	100,00%		
21	Immobilisations corporelles	9 009 276,10 €	6 937 028,22 €	77,00%	1 892 654,83 €	21,01%
23	Immobilisations en cours	549 544,80 €	419 238,60 €	76,29%	112 664,68 €	20,5%
Chapitres programme hors AP		3 701 757,46	2 936 689,29 €	79,33%	756 989,43 €	
Chapitres programme en AP		2 233 054,22	1 525 654,68 €	68,32%		
27	Autres immobilisations financières	1 200,00 €	892,00 €	74,33%		
Total dépenses réelles d'investissement		15 941 000,00 €	12 255 219,39 €	76,88%	2 766 918,12 €	17,36%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	11 769,37 €			
TOTAL GENERAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		15 941 000,00 €	12 266 988,76 €	76,95%	2 766 918,12 €	17,36%

Ces crédits d'investissement renvoient très majoritairement à des dépenses d'équipement, le remboursement en capital de la dette étant très faible (279 420,57€) compte tenu du niveau d'encours.

Les dépenses d'équipement réalisées en 2014 s'élèvent à 11 974 906,82€ et peuvent se répartir comme suit :

² Voir annexe 1.

Typologie des dépenses d'équipement 2014



Parmi les domaines emblématiques, la politique immobilière qui capte plus de 4,3 M€ de dépenses en 2014, dont 2,83 M€ au titre de la construction du centre d'incendie et de secours du Havre Nord :

Opérations	Dépenses 2014 réalisées
Construction CIS Le Havre Nord	2 833 341 €
Construction CIS Rouen Est	1 257 €
Construction CIS Le Trait	72 €
Construction CIS Tôtes	50 699 €
Construction CIS St Nicolas d'Aliermont	4 576 €
Construction CIS Blangy sur Bresle	2 481 €
Construction CIS Luneray	72 €
Extension Direction départementale (plateau logistique)	44 185 €
Réhabilitation CIS Elbeuf	14 179 €
Réhabilitation CIS Yerville	15 190 €
Réhabilitation CIS Caudebec-en-Caux	162 766 €
Réhabilitation CIS Forges-les-Eaux	6 563 €
Réaménagement locaux Direction	39 047 €

Reconstruction CIS Cany-Barville	9 024 €
Groupement Est – État-major	28 844 €
Construction Groupement Ouest – État-major	6 043 €
Opérations (suite)	Dépenses 2014 réalisées
Autres travaux de grosses réparations	419 239 €
Autres aménagements courants	675 599 €

Au-delà des crédits strictement décaissés sur 2014, à noter le vote sur l'exercice d'autorisations de programme nouvelles liées aux opérations suivantes :

- aménagement des locaux de la direction pour un montant total prévisionnel de 520 000€,
- reconstruction du centre d'incendie et de secours de Cany-Barville pour un montant de 1 650 000€,
- construction du centre d'incendie et de secours du Havre Sud à hauteur de 10 200 000€.

4 133 600,90€ ont par ailleurs été dépensés en 2014 en faveur du parc roulant, majoritairement au profit de matériels spécifiques d'incendie et de secours (4,065 M€). Les sommes mobilisées à ce titre se ventilent par typologie de matériel comme suit :

TYPE DE MATERIEL		2014	
		Qté	COÛT TOTAL € TTC
Moyens aériens	Bras élévateur aérien de 40 m N°1	1	733 260,00 €
	Bras élévateur aérien de 40 m N°1 (extension de Garantie)	1	26 352,00 €
	Bras élévateur aérien de 40 m N°2 (châssis)	1	93 600,00 €
	Maintenance décennale d'une échelle pivotante semi-automatique	1	23 690,36 €
	Complément à la maintenance décennale après démontage		8 431,36 €
Véhicules sanitaires	Véhicule d'assistance aux victimes	10	668 841,00 €
Engins pompes et de secours routiers	Camion citerne rural (châssis)	1	89 160,00 €
	Camion citerne rural (châssis)	2	150 000,00 €
	Fourgon pompe tonne (châssis)	1	107 880,00 €
	Fourgon pompe tonne (châssis)	1	107 880,00 €
	Fourgon pompe tonne grande puissance (équipement+Immatriculation)	2	361 503,20 €
	Fourgon pompe tonne secours routiers (châssis)	1	108 915,84 €
	Fourgon pompe tonne secours routiers (équipement+Immatriculation)	1	148 823,56 €
	Véhicule de secours routier moyen (équipement+Immatriculation)	1	128 773,72 €
Engin de balisage et opérations diverses	Véhicule de balisage et de signalisation (Châssis)	1	21 609,55 €
	Véhicule de balisage et de signalisation (équipement)	1	1 124,85 €
	Amélioration du balisage des véhicule de secours routiers	2	6 362,40 €
Véhicule de liaison, de reconnaissance et de transport	Véhicule pour les Chefs de Groupement	3	43 956,72 €
	Véhicule du Médecin Chef	1	12 790,65 €
	Véhicule léger	2	24 340,52 €
	Véhicule de liaison et de reconnaissance	6	77 841,12 €
	Véhicule de liaison et de reconnaissance tous chemins	2	46 069,18 €
Véhicule de maintenance et de logistique	Véhicule logistique	2	48 991,91 €
	Véhicule logistique	1	25 694,84 €

Exercice	
2012	39 513,44 €

Exercice	
2013	2 389 270,58 €

Exercice	
2014	2 343 318,41 €

TYPE DE MATERIEL		2014	
		Qté	COÛT TOTAL € TTC
Engins spécialisés	Véhicule du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (châssis)	2	174 000,00 €
	Fourgon mousse grande puissance N°2 (équipement+Immatriculation)	1	272 604,52 €
	Fourgon risques technologiques	2	316 787,17 €
	Véhicule porte cellule	1	130 652,53 €
Autres (équipements)	Signalisation lumineuse et sonore		15 157,90 €
	Signalisation lumineuse et sonore		500,39 €
	Balisage (adhésifs)		1 464,00 €
	Aménagement d'un véhicule avec un lot de matériel de protection (VTU-PRO)	2	12 094,87 €
	Aménagement d'un véhicule en balisage et signalisation (VTU-BS)	1	7 399,85 €
	Détection de champs électrique sur les moyens aériens	1	2 320,92 €
	Détection de champs électrique sur les moyens aériens	7	15 823,08 €
	Aménagement d'un véhicule "atelier" pour le groupement EST		5 104,08 €
	Roues hiver pour les véhicules dont celles-ci ne sont pas fournies à la commande		5 012,62 €
Reconditionnement du fourgon mousse grande puissance N°1		40 379,72 €	
Total :			4 065 194,43 €

A noter les crédits mobilisés au titre de la formation (645 602,52€) dans le cadre de la réalisation d'un plateau technique de formation sur Tourville-la-Rivière, avec la construction d'une structure modulaire avec caissons (dit « Vulcain »).

B) Recettes d'investissement

Le montant des recettes réalisées sur l'exercice se chiffre à 10 621 903,40€, auquel s'ajoutera le solde d'exécution antérieur reporté de 3 463 788,95€ pour déterminer le résultat de clôture 2014. Les recettes réelles de la section s'élèvent à 1 851 578,23€, contre 2 127 212,80€ en 2013. A noter la présence d'un report en recettes de 49 429,67€³.

³ Voir annexe 1.

Numéro Chapitre	LIBELLE	Prévisions 2014	Réalisations 2014	% Réalisation	Restes à réaliser
10	Dotations	1 301 725,68 €	1 367 481,93 €	105,05%	
13	Subventions	497 429,67 €	451 933,39 €	90,85%	49 429,67 €
16	Emprunts	28 000,00 €	27 088,17 €	96,74%	
27	Autres immo. financières	0,00 €	5 074,74 €		
024	Produits des cessions d'immobilisation	120 000,00 €	Sans objet		
Total recettes réelles d'investissement		1 947 155,35 €	1 851 578,23 €	95,09%	49 429,67 €
021	Virement de la section de fonct.	2 036 131,29 €	Sans objet		
040	Opérations d'ordre entre sections	6 156 000,00 €	6 432 400,76 €	104,49%	
1068	Excédent de fonct. capitalisé	2 337 924,41 €	2 337 924,41 €	100,00%	
001	Solde d'exécution N-1 reporté	3 463 788,95 €	Sans objet		
TOTAL GENERAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		15 941 000,00 €	10 621 903,40€		49 429,67 €

Les dotations

Ce poste pointe sur le fond de compensation de la TVA perçu en 2014, au titre des dépenses d'investissement éligibles opérées en 2013. Il s'élève à 1 367 481,93€ - contre 1 594 819,26€ l'an passé - et représente près de 74% des recettes réelles de la section.

Les subventions

451 933,39€ ont été perçus en 2014 (0,529 M€ en 2013) au titre des subventions d'équipement suivantes :

- CNPE de Penly : subvention de 14 705,75€ pour l'acquisition de matériel spécialisé « risques technologiques »,
- CNPE de Paluel : subvention de 15 000,00€ pour l'acquisition de matériel spécialisé « risques technologiques »,
- EDF (pour CNPE de Paluel) : subvention de 90 000,00€ pour l'acquisition d'un bras élévateur articulé,
- Grand Port Maritime du Havre : une subvention de 79 277,41€ en soutien à l'acquisition par le Service, de moyens nautiques et terrestres de lutte contre les sinistres dans le port. En outre, versement d'une subvention de 250 000€ pour l'aménagement du plateau technique de formation.

Par ailleurs, une subvention de l'ADEME de près de 3 000€ a été perçue dans le cadre de la construction du centre d'incendie et de secours de Neufchâtel-en-Bray.

Emprunts

Aucun emprunt n'a été contracté sur l'exercice, l'autofinancement demeurant suffisant pour financer les dépenses réalisées.

La somme de 27 088,17€ réalisée en 2014 correspond à la régularisation du remboursement aux communes, des emprunts qui étaient attachés à certains bâtiments transférés lors de la départementalisation en 2000. Cette régularisation visait à neutraliser des écarts en raison de la fluctuation sur les quinze dernières années, des taux d'intérêts liée à ces emprunts révisables.

L'excédent de fonctionnement mobilisé l'an passé au titre de l'investissement (2 337 924,41€) a participé à l'autofinancement évoqué, de même que la dotation aux amortissements (6 155 105,96€) ; dotation précédemment évoquée renvoyant à des opérations d'ordre entre sections, tout comme les écritures de cessions d'immobilisation (277 294,80€).

*

**

BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION

L'arrêté des comptes du budget annexe présente un niveau de dépenses de fonctionnement de 354 782,67€, en augmentation de 13% (+0,042 M€). Cette tendance révèle un effort de maîtrise de dépenses considérant la forte augmentation de la fréquentation sur les sites de restauration de la direction et du centre d'incendie et de secours Gambetta à Rouen (2 105 repas supplémentaires ont été servis en 2014).

Les dépenses d'investissement s'élèvent quant à elles à 19 635,54€, dont 17 093,84€ pour l'aménagement de la ligne du froid au restaurant administratif de la direction. Aucun reste à réaliser n'est observé au terme de l'exercice.

*

**

Ressortent de ce qui précède, les éléments suivants :

Pour le budget principal :

-la section de fonctionnement présente un résultat pour l'exercice 2014 de 646 689,52€. Cumulé au résultat antérieur reporté de 10 107 097,93€, le résultat de clôture 2014 s'élève à 10 753 787,45€ ;

-la section d'investissement présente un résultat pour l'exercice 2014 de – 1 645 085,36€. Considérant le solde d'exécution reporté de l'an passé (3 463 788,95€), le résultat de clôture de la section en 2014 est de 1 818 703,59€.

Compte tenu des restes à réaliser identifiés au 31/12/2014 pour 2 717 488,45€, un besoin de financement à hauteur de 898 784,86€ apparaît. La règlementation prévoit sa couverture par un prélèvement sur le résultat de clôture en fonctionnement. Ce schéma a été opéré lors de la reprise anticipée des résultats 2014 lors du vote du budget primitif 2015.

Pour le budget annexe de la restauration :

-la section de fonctionnement présente un résultat nul, étant équilibrée par une subvention du budget principal ;

-la section d'investissement présente un résultat pour l'exercice 2014 de – 5 980,00€. Considérant le solde d'exécution antérieur reporté de 9 625,55€, le résultat de clôture 2014 est de 3 645,55€.

Ces éléments sont repris dans les tableaux qui suivent :

BUDGET PRINCIPAL DE L'EXERCICE 2014

En €

	Réalisé		Restes à réaliser		Ensemble	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
FONCTIONNEMENT						
Résultat reporté		10 107 097,93				10 107 097,93
Dépenses et recettes nettes sur l'exercice	85 843 927,95	86 490 617,47			85 843 927,95	86 490 617,47
Résultat de clôture 2014		10 753 787,45				10 753 787,45
INVESTISSEMENT						
Solde d'exécution reporté		3 463 788,95				3 463 788,95
Dépenses et recettes nettes sur l'exercice	12 266 988,76	10 621 903,40	2 766 918,12	49 429,67	15 033 906,88	10 671 333,07
Solde d'exécution 2014		1 818 703,59			898 784,86	

BUDGET ANNEXE « RESTAURATION » DE L'EXERCICE 2014

En €

	Réalisé		Restes à réaliser		Ensemble	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
FONCTIONNEMENT						
Dépenses et recettes nettes sur l'exercice	354 782,67	354 782,67			354 782,67	354 782,67
Résultat de clôture 2014		0,00				0,00
INVESTISSEMENT						
Solde d'exécution reporté		9 625,55				9 625,55
Dépenses et recettes nettes sur l'exercice	19 635,54	13 655,54			19 635,54	13 655,54
Solde d'exécution 2014		3 645,55				3 645,55

*
**

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,





ETAT DES REPORTS D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2014

BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES

CHAPITRE/PROGRAMME		
CHAPITRE/PROGRAMME	LIBELLE	MONTANT
2005000001	CONSTRUCTION CIS LE HAVRE NORD	604 749,07 €
2005000002	CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD	7 515,85 €
2005000003	CONSTRUCTION CIS NEUFCHATEL	4 186,00 €
2005000004	CONSTRUCTION CIS ROUEN EST	34 616,96 €
2005000005	CONSTRUCTION CIS LE TRAIT	4 017,55 €
2007000001	CONSTRUCTION CIS SAINT NICOLAS D'ALIERMONT	5 888,44 €
2007000002	CONSTRUCTION CIS BLANGY SUR BRESLE	27 272,04 €
2007000003	CONSTRUCTION CIS LUNERAY	15 588,27 €
2008000002	PLATEAU LOGISTIQUE	53 155,25 €
TOTAL CHAPITRE/PROGRAMME		756 989,43 €

HORS CHAPITRE/PROGRAMME			
CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT
20		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 609,18 €
	2051	Concessions, et droits similaires, brevets licences, marques, procédés	4 609,18 €
21		IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 892 654,83 €
	21311	Constructions de bâtiments administratifs	8 485,60 €
	21312	Constructions de centres d'incendie et secours	9 655,07 €
	21531	Installations, matériels et outillages techniques des réseaux de transmission	1 741,43 €
	21532	Installations, matériels et outillages techniques des réseaux d'alerte	120 661,18 €
	21538	Installations, matériels et outillages techniques des autres réseaux	39 108,26 €
	21561	Installations, matériels et outillages techniques des matériels mobiles d'incendie et de secours	1 598 894,67 €
	21568	Installations, matériels et outillages techniques des autres matériels d'incendie et de secours	60 646,32 €
	217312	Constructions des centres d'incendie et de secours mis à disposition	3 044,73 €
	2182	Autres matériels de transport	19 419,64 €
	2183	Autres matériels informatique	23 524,76 €
	2184	Autres matériels de bureau et mobilier	3 394,71 €
	2188	Autres matériels	4 078,46 €
23		IMMOBILISATIONS EN COURS	112 664,68 €
	231311	Constructions de bâtiments administratifs	133,88 €
	231312	Constructions de centres d'incendie et secours	103 343,08 €
	2317312	Constructions des centres d'incendie et de secours mis à disposition	9 187,72 €
TOTAL HORS CHAPITRE/PROGRAMME			2 009 928,69 €

TOTAL DES REPORTS DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 2 766 918,12 €

BUDGET PRINCIPAL - RECETTES

CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT
13		SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	49 429,67 €
	1311	Subventions de l'état et des établissements nationaux	49 429,67 €

TOTAL DES REPORTS DE RECETTES D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 49 429,67 €